



La compétitivité des filières viandes brésiliennes.

Zoom sur la filière avicole

1. Introduction et méthodes

En 2011, le Brésil affirme sa position de premier, second et quatrième exportateur mondial de volailles, de viande bovine et de porc, et a respectivement fourni 70 % et 40 % des importations européennes de volailles et de viande bovine. C'est dans les années 2000 qu'ont émergé des filières exportatrices puissantes et compétitives, dont la croissance pouvait sembler sans limite il y a peu. Cette synthèse s'interroge sur les perspectives d'évolution de ces filières, en focalisant la réflexion sur la compétitivité et les déterminants des exportations vers l'Union européenne.

Elle a été réalisée en deux phases : une première phase d'analyse bibliographique, statistique et réglementaire au premier semestre 2011. Une seconde phase de missions de terrain effectuées au Brésil. La première d'entre elles s'est déroulée en octobre 2011 dans le Sud et le Sud-est du pays. La seconde a eu lieu en janvier 2012 dans le Nord (bassin amazonien) et le Centre-ouest.

2. Éléments de contexte économiques, sociaux et réglementaires

2.1. Organisation territoriale et compétitivité

Le Brésil dispose d'importants atouts pour l'agriculture et l'élevage, notamment une surface agricole utile (SAU) de 220 millions d'hectares (hors bois et forêts), et un climat très favorable avec des durées d'ensoleillement élevées et des pluies abondantes. Si les déboisements ont été, jusqu'à récemment, à l'origine de la progression de la surface agricole brésilienne, le contrôle de la déforestation et la protection des espaces se sont largement amplifiés depuis le début des années 2000. Outre le ralentissement de la déforestation, c'est aussi l'abandon des sols dégradés et l'urbanisation particulièrement vive dans le Sud et le Sud-Est qui sont à l'origine de la stagnation des surfaces agricoles recensées de 1995 à 2006.

RÉSUMÉ

La compétitivité des filières viandes brésiliennes repose sur trois piliers : l'abondance et le coût limité des facteurs de production (main d'œuvre, foncier dans les régions intérieures) et des intrants (alimentation animale), une industrie puissante largement soutenue par les pouvoirs publics, et des réglementations sanitaires « à la carte ». Si certains écarts de compétitivité avec l'UE s'érodent (salaires, prix du foncier en particulier), ils ne sont pas en voie de résorption à court ou moyen terme. En outre, les perspectives de production de viandes au Brésil restent haussières à l'horizon 2017. Cependant, le marché intérieur présente encore un fort potentiel de développement, ce qui devrait ralentir la hausse des disponibilités pour l'export.

Si les exportations de viande porcine brésilienne vers l'UE restent proscrites en raison de problèmes sanitaires, celles de viande bovine et de volailles dépendent directement de l'évolution des contingents européens à droits de douane réduits et du niveau du tarif hors contingent. Les contingents tarifaires sont en effet saturés chaque année par le géant sud-américain, l'Europe restant, et de loin, le marché le plus rémunérateur pour ces deux viandes. Un éventuel élargissement de ces contingents, ou pire une baisse des droits de douane, dans un cadre bilatéral ou multilatéral, se traduirait inévitablement par un accroissement brutal des exportations de viandes brésiliennes de volailles et de bœuf vers l'UE.

Pascale MAGDELAINE

ITAVI – Service Economie – 4, rue de la Bienfaisance – 75008 PARIS

Contact : magdelaine@itavi.asso.fr

A partir du rapport de synthèse¹ réalisé par IDELE, IFIP et ITAVI pour FranceAgriMer

¹ Champion F, Chotteau P (IDELE), Duflot B, Marouby H, Rieu M (IFIP), Magdelaine P, Riffard C (ITAVI), La compétitivité agricole du Mercosur. Le cas des filières d'élevage brésiliennes. Rapport de synthèse pour FranceAgriMer. Septembre 2012.

Le désenclavement de régions à fort potentiel, notamment dans le Centre-Ouest et le Nord, est un des principaux leviers de la compétitivité des viandes brésiliennes. À l'heure actuelle, le développement de la production de matières premières agricoles dans ces zones reste en effet limité par les coûts de transport dissuasifs des intrants et des grains. Le gigantesque programme d'accélération de la croissance (PAC), dont le second volet s'achèvera en 2014, contribue à l'amélioration des infrastructures. Mais, face aux immenses besoins en voies fluviales, routières et ferroviaires, l'impact des investissements sur le désenclavement de ces régions ne sera significatif que sur le long terme. Alors que l'amélioration des conditions logistiques pourrait amplifier l'implantation des filières viandes blanches dans l'intérieur du pays, il devrait encore accentuer le recul des surfaces herbagères dédiées à la production bovine.

Le secteur de l'élevage bénéficie de ressources en matières premières agricoles extrêmement abondantes : le Brésil est en effet le troisième producteur de maïs et le second producteur de soja au monde. Les prix sud-brésiliens du maïs et du tourteau de soja affichent des niveaux inférieurs à ceux constatés en France, surtout lors des fortes poussées des prix mondiaux, comme en 2007/2008 : le différentiel a alors atteint 63 euros/tonne pour le maïs et 83 euros/tonne pour le tourteau de soja. À certaines périodes, les prix européens et sud-brésiliens peuvent toutefois se rapprocher.

En revanche, le Centre-Ouest, reste en toutes circonstances favorisé par le bas prix de l'aliment du bétail, avec des écarts de prix considérables entre cette zone et le Sud. Les filières viandes blanches du Centre-ouest, zone excédentaire en grains et en plein essor, bénéficient ainsi d'aliments beaucoup moins chers qu'au Sud, et également moins soumis à la volatilité des marchés mondiaux.

En l'absence de tout système de régulation et face à la fermeture progressive du front pionnier, les cours du foncier se sont envolés depuis 10 ans. De 2002 à 2009, les prix des terres arables dites « de bonne qualité » ont en moyenne doublé dans le Centre-Ouest et ont progressé encore plus vite dans les États côtiers. Dans les zones les moins enclavées du Centre-Ouest, le prix du foncier a grimpé jusqu'à 10 000 €/ha en 2011. Un record déjà dépassé dans certaines régions du Sud-Est et du Sud. Avec l'amélioration des infrastructures et la fin de la déforestation, les prix du foncier devraient encore progresser à l'avenir.

À l'image de la production de grains, la production brésilienne de pétrole est vouée à se développer à l'avenir, suite à la découverte d'importants gisements au large de la côte Atlantique (bassins de Campos et de Santos). Si cet événement devrait impacter très marginalement les coûts en élevage, c'est surtout la compétitivité des viandes brésiliennes à l'international qui pourrait s'en retrouver érodée : le développement des exportations brésiliennes de pétrole devrait en effet conduire à l'appréciation du réal, et ainsi à une perte générale de compétitivité du Brésil sur le marché mondial.

2.2 Concentration économique et industrielle en aval

À l'échelle internationale, les groupes brésiliens JBS, Brasil Foods et Marfrig occupent respectivement la première, la cinquième et la neuvième place parmi les industriels du secteur des viandes². Largement promues et soutenues par le gouvernement, l'internationalisation et la diversification des activités des géants brésiliens leur permettent de minimiser l'impact des crises (incidents sanitaires, manque de disponibilités...) sur leur activité, en s'approvisionnant dans différents bassins de production et en proposant une offre multi-protéines.

Pour chacune des viandes, les trois principaux opérateurs maîtrisent ainsi entre 40 et 55 % de la production brésilienne et plus de 70 % des exportations. Des taux qui ne cessent de croître, comme en 2012 avec la reprise en location gérance des outils de Doux Frangosul (volailles et porc) au Brésil par JBS qui a cependant refusé d'endosser la dette du groupe français. De tels degrés de concentration économique confèrent à ces industriels un important pouvoir de marché, à l'export mais aussi dans les zones urbaines que la plupart des opérateurs de faible portée ne peuvent fournir, faute d'agrément sanitaire adéquat.

Cette concentration a d'importantes conséquences sur les filières des zones les plus enclavées du pays. En production de volailles, Brasil Foods et Marfrig se trouvent souvent en situation de monopsonne dans le Centre-Ouest, alors que la situation est beaucoup plus concurrentielle dans le Sud, où l'ensemble des opérateurs industriels sont présents sur une même zone géographique et où les éleveurs ont plusieurs partenaires intégrateurs possibles.

La capacité d'abattage des outils brésiliens est un autre facteur de compétitivité. À titre d'exemple, l'abattoir de volailles de Brasil Foods à Rio Verde dans le Goiás (qui n'est probablement pas le plus gros outil brésilien) a abattu 2,7 millions de poulets/semaine en 2012, alors qu'en France seulement cinq outils abattent plus de 600 000 poulets/semaine et le plus important site d'abattage dédié à l'export pays tiers ne dépasse pas une capacité de 2,3 millions de poulets /semaine.

La stratégie des opérateurs brésiliens bascule progressivement d'une production de masse destinée à alimenter les marchés intérieur et international vers la recherche croissante de valeur ajoutée. Si ce phénomène est plus progressif sur le marché national, les hauts taux de découpe et d'élaboration à l'export constituent déjà une des principales forces de l'industrie brésilienne.

Dans le secteur avicole par exemple, les expéditions de poulets entiers ne représentaient plus que 38 % des exportations brésiliennes en 2011. Les exportations de découpes de poulet et de produits transformés se sont fortement développées sur la décennie (+16 % / an en moyenne). Il s'agit essentiellement de découpes « nobles » à forte valeur ajoutée (filets de

² En tonnages traités. En chiffre d'affaires, JBS, Brasil Foods et Marfrig se hissent respectivement au premier, quatrième et septième rang. Le premier opérateur français de ce classement, Bigard, occupe la onzième place.

poulet vers l'Europe, cuisses désossées pour le Japon). Cette stratégie d'adaptation de l'offre brésilienne à des demandes spécifiques de leurs clients permet au Brésil d'être non seulement le 1^{er} exportateur mondial en volume juste devant les Etats-Unis, mais surtout le leader mondial incontesté en valeur avec un CA à l'exportation de 8,2 milliards de US\$, loin devant les Etats-Unis (4,9 milliards de US\$ en 2011).

2.3. Des pouvoirs publics enclins à stimuler la compétitivité des filières

2.3.1. Efficacité des soutiens publics, surtout pour l'industrie

En l'absence d'aide directe et pour faire face aux taux d'intérêt dissuasifs sur le marché bancaire, la principale forme de soutien public aux exploitations agricoles brésiliennes est le crédit à taux d'intérêt bonifié. Les taux d'intérêt réels (corrigés de l'inflation) pratiqués sont en moyenne nuls pour les moyennes et grandes exploitations depuis 2007, et négatifs pour les plus petites structures. En 2011, 39 milliards d'euros ont été déboursés dans le cadre de ces programmes gouvernementaux, grâce à la mobilisation d'une partie des dépôts à vue et de l'épargne dont sont dépositaires les banques publiques, mais aussi grâce à des fonds spécifiques de la banque nationale d'investissement, la BNDES, et aux fonds dits « constitutionnels » des régions Nord, Centre-Ouest et Nordeste. En monnaie constante, l'enveloppe du programme de crédit aux exploitations agricoles a été multipliée par plus de trois de 1999 à 2011, et est vouée à maintenir sa progression. La part du total allouée aux activités d'élevage est en outre passée de 22 % à 31 % sur la période.

Ce système de soutien public est par ailleurs très peu coûteux : on estime en effet que la dépense nette³ des pouvoirs publics relative à ce programme n'a pas dépassé 320 millions d'euros en 2010. Une somme à laquelle il convient toutefois d'ajouter un montant au moins équivalent lié au non remboursement par les éleveurs de crédits majoritairement contractés il y a plus de vingt ans, au cours d'une période de forte instabilité économique.

En aval, le gouvernement, via sa banque publique d'investissement, s'attache également à corriger les défaillances du marché du crédit. En 2010, on estime que 4 milliards d'euros ont été déboursés par la BNDES sous forme de prêts à taux bonifiés pour financer l'investissement, la commercialisation et l'export de biens et services par l'industrie agro-alimentaire. Mais les plus importants soutiens publics envers l'aval des secteurs viandes prennent la forme d'opérations de capital (le plus souvent : achat d'obligations vouées à être converties en actions). De 2008 à 2011, la BNDES a notamment versé plus de 11 milliards de réais (4,5 milliards d'euros) aux seuls Marfrig et JBS⁴ sous forme de crédits et d'achat d'obligations, soit plus du quart des déboursements destinés aux industries alimentaires au cours de la période.

3 Après remboursement des prêts. Il s'agit donc du coût lié au rabaissement des intérêts.

4 Y compris Bertin absorbé par JBS en 2009.

L'Etat brésilien, via la BNDES, détient désormais 30 % du capital de JBS et environ 14 % de Marfrig, mais aussi des parts du capital de plus petites structures. Le fonds de pension de la banque publique Banco do Brasil détient en outre 14 % du capital de Brasil Foods.

Ces soutiens aux opérations de fusion-acquisition au Brésil mais surtout à l'international ont très largement favorisé l'émergence de géants mondiaux de la viande. En outre, la politique de crédits menée par la BNDES accélère la restructuration de l'aval du secteur viande au Brésil-même, d'une part en octroyant d'importants montants aux projets des grandes entreprises, et d'autre part en incitant les moyennes entreprises au surinvestissement.

A ces véritables facteurs de compétitivité dont bénéficient en priorité les principales entreprises du secteur, il convient d'ajouter des exemptions de taxe massives sur les produits destinés à être exportés.

2.3.2. Des réglementations sanitaires « à la carte » qui tendent cependant à évoluer

A l'exception du contrôle des maladies, particulièrement stratégique pour l'ouverture des marchés à l'export, les filières brésiliennes se reposent le plus souvent sur des cahiers des charges privés ou spécifiques à certaines destinations pour respecter les exigences de leurs débouchés. Par exemple, souvent, les cahiers des charges des importateurs européens en volailles proscrirent l'utilisation de farines animales et d'antibiotiques comme facteurs de croissance, pourtant autorisée au Brésil. De même, la législation fédérale concernant le bien-être animal en exploitation et au cours du transport est quasi-inexistante, et seules les filières certifiées (pour l'export de volailles vers l'UE par exemple) doivent répondre à des critères spécifiques. En outre, selon la loi, les animaux morts en exploitation ne doivent pas être collectés mais simplement enfouis dans le périmètre de l'exploitation. Enfin, le système de contrôle des abattoirs fonctionne à plusieurs vitesses, avec un service de contrôle spécifique aux abattoirs désireux de vendre leur production sur les marchés les plus rémunérateurs (export, zones urbaines côtières), un service de contrôle moins exigeant pour les outils de portée régionale, et une production qui échappe à tout contrôle pour les marchés locaux les moins rémunérateurs.

La position prise par le gouvernement par rapport à l'ensemble de ces aspects sanitaires permet ainsi aux filières brésiliennes de respecter les impératifs des importateurs les plus exigeants, comme l'UE, mais aussi de limiter leurs coûts pour abonder des marchés beaucoup moins regardants, tels que les franges les moins favorisées de la population brésilienne, le Moyen-Orient, Hong-Kong, l'Angola ou encore le Venezuela.

Cependant, les limites de ce système peuvent être illustrées au regard des problèmes liés à l'alimentation animale. La législation brésilienne sur le sujet est en effet plus flexible que la réglementation européenne : les farines animales représentent près de 6 % des matières premières pour la fabrication d'aliments composés pour porcs et volailles de chair au Brésil, alors même

qu'il n'existe aucune disposition concernant l'interdiction du cannibalisme. De même, les éleveurs brésiliens peuvent recourir à 14 types d'antimicrobiens comme activateurs de croissance, dont l'utilisation à cette fin est interdite en UE.

À l'image de la prise de conscience publique relative aux problèmes de déforestation, les pressions exercées par les importateurs et les consommateurs brésiliens ont depuis lors incité les pouvoirs publics à durcir la législation portant sur l'alimentation et la médecine animales : la tenue de registres de médicaments dans les exploitations pourrait devenir obligatoire, de même que la vente sur ordonnance des antiparasitaires, hormones et antimicrobiens.

2.4. Un marché intérieur dynamique et de plus en plus qualitatif

Sur la période 2000-2010, le PIB par habitant a grimpé de 45 %, permettant à des couches entières de la population de sortir de la pauvreté. La politique d'amélioration de la répartition des richesses initiée par le Président Lula en 2003 a en outre permis d'accélérer ce processus. La diminution des inégalités s'accompagne d'une situation de quasi plein-emploi fin 2011 (5 % de chômage mais une économie informelle qui reste importante).

Cette situation est illustrée par les travaux de la fondation Getulio Vargas à partir de données de l'IBGE. Elle distingue 4 types de groupes en fonction des revenus : les classes supérieures (A et B), les classes moyennes (C), les classes moyennes-inférieures (D), et les populations défavorisées (E). Elles sont calculées selon des catégories de revenus qui sont révisées chaque année en fonction de divers facteurs (salaire minimum fédéral, inflation, ...). L'évolution des classes sociales s'est subitement accélérée au cours de la seconde moitié de la décennie 2000 : alors que moins de 50 % des brésiliens faisaient partie des classes moyennes et supérieures en 2004, ce chiffre s'est hissé à 61 % en 2009, pourtant en pleine crise économique ! Dans le même temps, plus de 10 millions de personnes sont sorties de la pauvreté (classe E).

Et dans un pays où une bonne partie des revenus supplémentaires des classes les plus défavorisées est traditionnellement consacrée à l'achat de protéines animales (viandes et fromages), la consommation de viandes a progressé de 30 % en 10 ans, tandis que la population n'a augmenté que de 15 %. Cependant, toutes les filières n'ont pas pleinement profité de cette évolution de la demande. Le tarissement des disponibilités en viande bovine à partir de 2006 a en effet fortement limité la consommation nationale, qui n'a progressé que de 5 % de 2001 à 2011, moins vite que la population. À l'inverse, les filières viandes blanches ont été soutenues par une production dynamique, et la consommation brésilienne de volaille a bondi de 70 % en dix ans, tandis que la consommation de viande porcine augmentait de 12 %.

Selon l'enquête de l'IBGE portant sur les achats des ménages (2008), la consommation de viandes bovine et porcine est fortement corrélée aux revenus. À l'inverse, la demande en volaille ne semble pas être impactée (cf. figure 1).

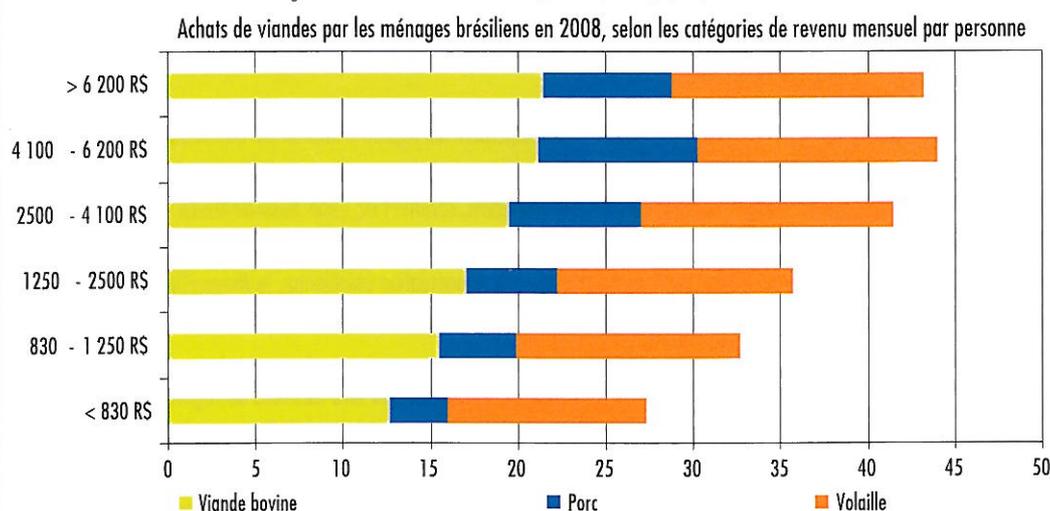
L'appétit des Brésiliens en viandes conserve des marges de progression (figure 2). Elles semblent plus minces en volailles qu'en viandes bovine et porcine, que l'amélioration de la répartition des revenus devrait favoriser. Dans les trois filières, la demande devrait en outre se rapprocher du modèle de consommation européen : augmentation de la demande en pièces nobles des arrières de bovins, progression du niveau d'élaboration en volailles et porc (découpes et produits transformés cuits).

3. Bilan et perspectives pour la filière avicole chair brésilienne

Avec 13,4 MT produites et plus de 4 MT exportées en 2011, le Brésil est aujourd'hui le troisième producteur de viandes de volailles (derrière les États-Unis et la Chine) et le premier exportateur mondial devant les États-Unis en

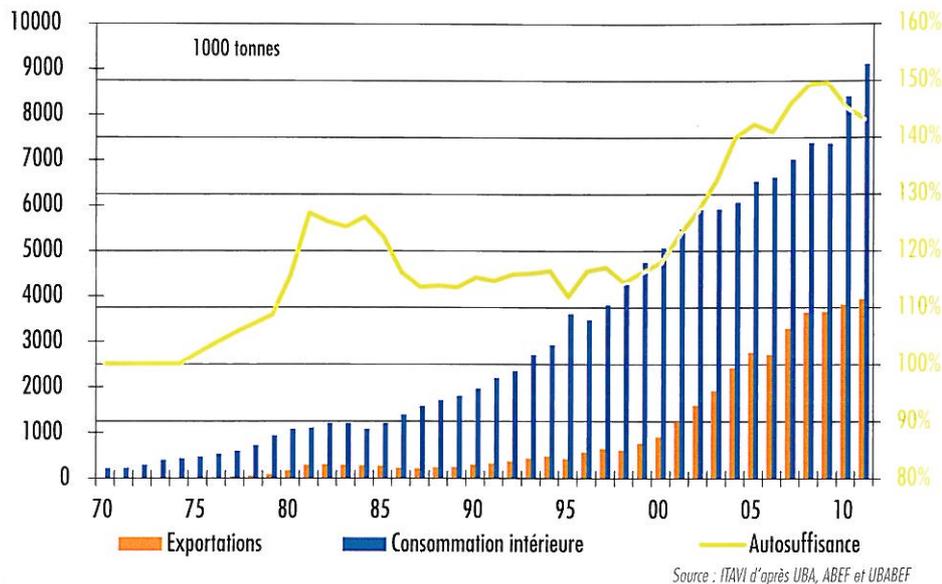
volume mais plus encore en valeur. La croissance de la production brésilienne s'est d'abord appuyée sur un marché intérieur en fort développement puis sur la mise en œuvre de stratégies de développement des marchés d'exportation, basées sur une compétitivité par les coûts et une forte diversification des couples produits-marchés. Cependant la croissance du marché intérieur reste soutenue (figure 2). Sur la décennie 2000-2010, la production brésilienne de poulet a cru en moyenne de 7 % par an, la consommation intérieure de 5 % et les exportations de 15 %. Un ralentissement est cependant sensible sur les dernières années.

■ Figure 1 – Consommation de viandes selon les niveaux de revenu au Brésil.



Source : Services économiques IDELE/IFIP/ITAVI d'après IBGE

■ Figure 2 – Dynamique du marché intérieur et des exportations brésiliennes de volaille.



taille (10 à 30 ha de SAU). L'implantation des coopératives agricoles est forte dans ces deux Etats. Le niveau technique des éleveurs de volailles est relativement hétérogène, avec cependant une majorité de bâtiments anciens, rudimentaires et pas climatisés, peu automatisés (gestion manuelle des rideaux de protection et du chauffage) et en conséquence des densités d'élevage faibles à l'intérieur des bâtiments (environ 14 poulets/m²). Les éleveurs

3.1 Les principales régions de production de volailles au Brésil

Les trois Etats du Sud du Brésil (Rio Grande do Sul, Santa Catarina et Paraná) sont les régions traditionnelles de production de volailles au Brésil et continuent d'assurer, en 2011, 62 % de la production brésilienne de poulet et 72 % des exportations (figure 3). La production de la région Sud-est se situe en seconde position mais est essentiellement tournée vers le marché intérieur brésilien et ne représente que 12 % des exportations. Enfin, les Etats du Centre-ouest (Mato Grosso, Mato Grosso do Sul et Goiás) ont vu depuis un peu plus de dix ans un développement de la production avicole impulsé par le gouvernement fédéral et favorisé par la forte disponibilité en matières premières pour l'alimentation animale. Ils assurent en 2011 14,4 % de la production et 15,1 % des exportations.

Dans le Sud, et particulièrement dans les Etats du Santa Catarina et du Rio Grande do Sul, berceaux historiques de l'aviculture industrielle, et régions d'origine des principaux intégrateurs, les exploitations sont très majoritairement des exploitations familiales de polyculture élevage de petite

sont intégrés soit par des firmes privées (comme Sadia et Perdigão aujourd'hui fusionnées au sein de Brasil Food) ou par des coopératives.

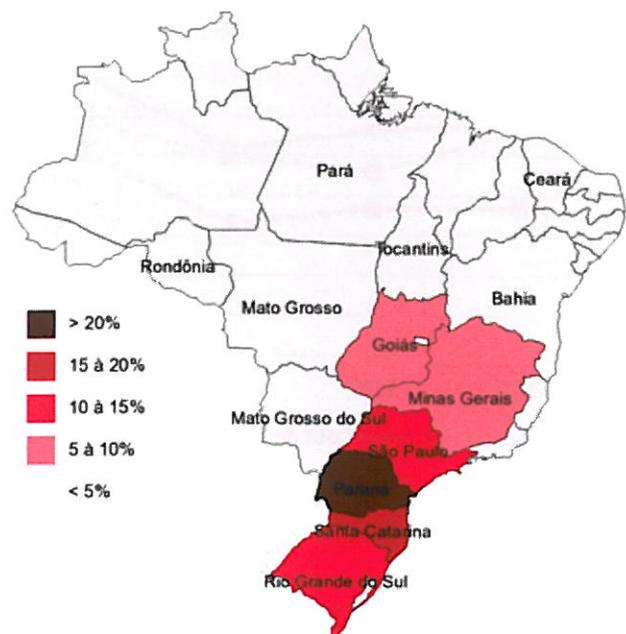
Dans le Centre-ouest, le développement de la production avicole est beaucoup plus récent (fin des années 1990). Les structures agricoles sont beaucoup plus importantes (de 600 ha à plusieurs dizaines de milliers d'ha de SAU). Les ateliers avicoles, plus récents, bénéficient d'équipements plus modernes (bâtiments de grande taille, climatisés) et autorisent des densités d'élevage plus importantes (jusqu'à 17 poulets/m²) et l'obtention de résultats techniques plus homogènes. Les éleveurs sont également intégrés mais leur profil est très différent. Il s'agit souvent d'investisseurs aux profils variés (gros exploitants agricoles ou commerçants) qui réalisent un placement financier et emploient de la main d'œuvre salariée pour gérer l'élevage avicole.

Forces et faiblesses de la région Sud

La première force du Sud est sa compétitivité par les coûts, favorisée par la bonne coordination technique de la filière, s'appuyant sur un système d'intégration déjà ancien associant de grandes entreprises apportant technicité, recherche et innovation, et une main d'œuvre familiale disponible, qualifiée et bon marché. La filière bénéficie également d'un tissu industriel dense, d'un encadrement technique proche des éleveurs, de bonnes infrastructures de transport et de la proximité des principaux ports d'exportation. Enfin, les acteurs industriels du Sud ont su se montrer réactifs aux nouvelles contraintes, en se développant dans de nouveaux territoires à plus faible concentration d'élevage dans le Paraná ou l'est du Santa Catarina.

Les principaux freins au développement (notamment dans les zones à plus fortes densités d'élevage comme l'Ouest du Santa Catarina) sont liés à des contraintes environnementales et sanitaires fortes liées à la forte densité d'élevage (bovins, porcs et volailles), des structures d'élevage anciennes et de trop petite taille générant des coûts de transaction élevés et une faible rentabilité des élevages. Les entreprises intégratrices du Sud ont également plus de difficulté à maîtriser les coûts des matières premières pour l'alimentation animale que celles du Centre-ouest, étant plus exposées

■ Figure 3 – Part de chaque Etat dans la production nationale de volaille au Brésil en 2011.



Source : Services économiques IDELE/IFIP/ITAVI d'après données IBGE et traitement cartes et données

à la concurrence des débouchés export pour le maïs et le soja. Le contexte actuel de fortes variations des cours mondiaux tend à accentuer cette vulnérabilité. La prise en compte récente des pressions exercées par l'élevage avicole sur le sanitaire et l'environnement via des réglementations contraignantes génèrent des surcoûts et bloquent le développement de la filière. Enfin, le faible niveau de rémunération des éleveurs et un accès au crédit difficile interdisent toute modernisation des élevages et amplifient un mouvement d'exode rural déjà important, favorisé par l'attractivité du marché du travail urbain.

Forces et faiblesses du Centre-Ouest

Les atouts majeurs du Centre-ouest sont les disponibilités importantes en maïs soja et des coûts de production de ces matières premières inférieurs à ceux constatés dans le Sud (en raison notamment d'un coût du foncier plus faible), et moins dépendants des évolutions du marché mondial. Le Centre Ouest bénéficie également de soutiens publics importants et de subventions ayant permis une bonne rentabilité des complexes industriels et une meilleure rémunération des élevages. Ces derniers disposent de structures récentes de taille et de répartition optimisée autour des outils industriels, avec de faibles coûts de transaction. Enfin, le contexte environnemental est favorable et la pression sanitaire faible. La création d'élevages ex-nihilo permet par ailleurs d'intégrer dès la conception des élevages l'ensemble des contraintes permettant d'optimiser la gestion des impacts environnementaux.

Les faiblesses de la région Centre-ouest sont peu nombreuses. La principale réside dans des coûts logistiques importants pour approvisionner les régions de consommation et les ports d'exportation. Des investissements publics importants sont cependant en cours dans le cadre du Programme d'Accélération de la Croissance (PAC) lancé en 2007 avec notamment pour objectif de désenclaver le Centre-ouest. La concurrence induite par la culture de canne à sucre vis-à-vis des productions de maïs et de soja locales pourrait par ailleurs fragiliser le système d'intégration avicole en place.

3.2. Le Brésil très compétitif au niveau international sur la production de poulet

Selon les estimations de Peter Van Horne du LEI disponibles pour l'année 2010, le Brésil confirme un avantage comparatif important sur le coût de production : le coût de production sortie élevage serait inférieur de 33 % en 2010 au coût français (Tableau 1).

Les principaux avantages compétitifs du Brésil sont : des coûts d'intrants plus faibles et notamment un coût d'aliment sensiblement

■ Tableau 1 – Comparaison internationale des coûts de production du poulet vif en 2010 (source LEI) (en centimes €/kg vif).

	Pays-Bas	France	USA	Brésil
Poussin	14,7	16,9	7,9	11,9
Aliment	45,9	49,9	41,2	38,0
Autres charges variables	8,6	8,5	5,5	2,8
Main d'œuvre éleveur	4,4	5,4	2,7	2,6
Charges Fixes	7,4	7,6	4,4	3,9
TOTAL	81,0	88,1	61,7	59,2

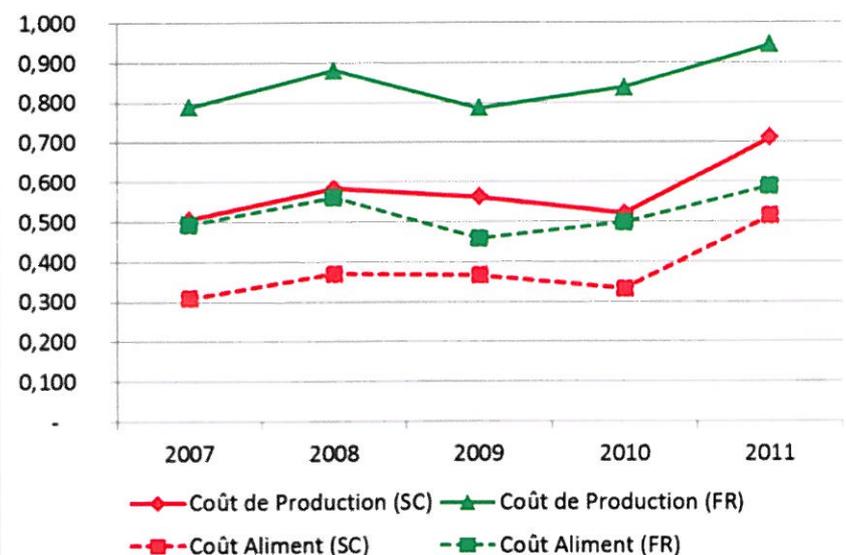
Source : ITAVI d'après LEI

inférieur (212 €/T en 2010 contre 277 €/T pour la France), ce qui entraîne mécaniquement un plus faible coût poussin, conjugués à de bonnes performances techniques. Les charges fixes sont faibles, en relation avec des installations souvent plus rudimentaires et à un plus faible coût de la main d'œuvre (entraînant des coûts de bâtiments plus bas).

L'EMBRAPA (EMpresa BRAsileira de Pesquisa Agropecuária), centre de recherche agronomique brésilien, publie depuis de nombreuses années, des coûts de production pour les espèces avicoles et porcines. L'ITAVI calcule également depuis de très nombreuses années, un coût de production du poulet de chair français, ce qui rend possible une comparaison entre les deux pays. L'Etat du Santa Catarina, situé au Sud du Brésil sera pris comme référence dans cette analyse, puisqu'il réalise une part importante des exportations de poulet de chair brésiliennes. Afin de pallier les différences de méthodes de calcul entre la France et le Brésil, et de pouvoir comparer les données, les coûts de productions seront présentés hors main d'œuvre et hors rémunération du capital et du fonds de roulement.

Le coût de production du poulet de chair brésilien sortie élevage est largement inférieur au coût français ; toutefois, il semblerait que l'écart se resserre sur les dernières années. L'étude des données (figure 4) montre un coût du vif brésilien (SC) sortie élevage inférieur de 35 % en 2007, 32 % en 2008,

■ Figure 4 – Evolution comparée du coût du vif⁽¹⁾ et du coût de l'aliment (€/Kg)⁽²⁾ au Santa Catarina et en France⁽²⁾ entre 2007 et 2011.



(1) Hors main d'œuvre et hors rémunération du Capital et du Fonds de roulement

(2) Conversion RS-€ : 2007 : 0,3750088, 2008 : 0,37539882, 2009 : 0,36053898, 2010 : 0,42719428, 2011 : 0,43079592

(3) Les données 2011 pour la France sont des estimations

Source : ITAVI d'après Embrapa et ITAVI

27 % en 2009, et seulement de 24 % en 2011 (donnée estimée pour la France). Seule l'année 2010 fait exception à cette tendance.

Une des raisons de cette « convergence » est liée à la très forte hausse du coût alimentaire au Santa Catarina sur cette dernière année (+ 54 % entre 2010 et 2011). En 2010, le coût de l'aliment brésilien (SC) était inférieur de 34 % au coût français alors qu'en 2011 il ne l'est plus que de 14 %. L'éloignement de l'Etat du Santa Catarina des régions de production de céréales et de soja, le rend plus sensible aux évolutions des cours mondiaux des matières premières. Cependant l'évolution des prix des matières premières ne confirme pas la baisse constatée en 2010.

3.3 Les acteurs industriels

Les principaux acteurs industriels brésiliens présents dans le secteur de la volaille au niveau mondial sont des acteurs diversifiés dans les secteurs de la viande et des produits élaborés. Le nouveau groupe résultant de la fusion en 2009, des deux leaders brésiliens Sadia et Perdigao, BRF Brasil Foods SA (fusion finalisée en juillet 2011), est le plus important acteur industriel mondial pour la transformation de volailles, avec un chiffre d'affaires de 13,5 Mrds US\$ en 2010, dont près de 6 Mrds US\$ d'exportation (source Ubifrance).

Selon la FNP (cabinet de consultant privé), les cinq premières entreprises assurent 51 % des abattages de poulet en volume (figure 5). Dans la mesure où elles sont très présentes sur le segment des produits élaborés à forte valeur ajoutée, leur part de marché valeur est estimée à 60-65 % du chiffre d'affaires du secteur. Les neuf entreprises suivantes représenteraient 8 % des abattages de poulet (14 entreprises assurent près de 60 % des abattages).

Les restructurations du secteur ont conduit à l'émergence de grands groupes développant des stratégies de diversification sur les trois viandes (bovine, porcine, avicole) et répondant à la recherche de synergies à 3 niveaux : technologique (optimisation des investissements réalisés sur la chaîne de

froid), commercial et une souplesse sur l'approvisionnement en ingrédients entrant dans les plats préparés. Ces entreprises cherchent également à renforcer le pouvoir de négociation des entreprises vis-à-vis de la GMS.

4. Perspectives et impact potentiel d'un accord bilatéral UE-Mercosur

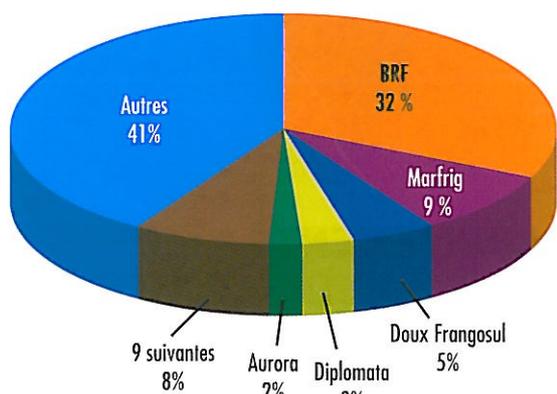
S'il existe des facteurs limitant le développement de la production brésilienne de volailles et de porc, notamment dans les Etats traditionnels de la production du Sud, le potentiel demeure important compte tenu d'atouts indéniables : faibles coûts, capacité à innover, bonne technicité, structuration des filières autour d'acteurs majeurs au plan mondial et soutien des pouvoirs publics. En moyenne sur les cinq dernières années, les coûts de production dans les exploitations avicoles du Sud du Brésil sont en effet plus de 30 % inférieurs aux coûts assumés par les éleveurs français. Cependant, la compétitivité de ces filières au niveau international pourrait être limitée par la poursuite de l'appréciation du real brésilien par rapport au dollar ou à l'euro et par le renchérissement des coûts de main-d'œuvre, favorisée par l'attractivité du marché du travail urbain. On constate aussi une convergence des coûts de l'alimentation entre le Brésil et l'Europe, le sud du pays étant par ailleurs plus exposé à la volatilité des cours mondiaux que le Centre-Ouest, moins connecté au marché international. Enfin, l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations environnementales ou sanitaires devrait à moyen terme générer de nouvelles contraintes et de nouveaux coûts.

Aujourd'hui les avantages comparatifs du Centre Ouest apparaissent moins décisifs qu'il y a quelques années. Les outils d'abattage de cette région arrivent à saturation et les industriels, manquant de visibilité, diffèrent leurs décisions d'un éventuel accroissement de leur capacité de production. En effet, certains handicaps demeurent parmi lesquels le manque de main-d'œuvre qualifiée et la pénurie en infrastructures de transport. Cependant à l'avenir, ce dernier frein pourrait être levé si des investissements publics importants étaient réalisés dans ce domaine. La culture de canne à sucre est également évoquée comme une concurrente susceptible de capter les investissements aux dépens des filières viandes blanches.

Pour les cinq prochaines années, nous anticipons une poursuite du ralentissement de la demande adressée à la filière avicole brésilienne tant à l'export que sur le marché intérieur et tablons sur une croissance moyenne (en volume) de 4 % par an à l'export et de 2 % pour la consommation intérieure.

En effet, si la croissance de la demande mondiale reste soutenue, des marchés se ferment (Russie), et si d'autres pourraient s'ouvrir (Etats-Unis), la concurrence pourrait s'intensifier avec le retour de la Thaïlande sur le marché des viandes crues. Il semble surtout que la stratégie des exportateurs brésiliens soit de plus en plus axée sur la recherche de valeur ajoutée, plutôt que sur une croissance des volumes.

■ Figure 5 — Répartition des abattages de poulet en 2010.



Source : FNP d'après UBABEF

La négociation de nouveaux contingents à droits réduits avec l'Union européenne sera un élément déterminant de l'évolution des volumes exportés vers l'UE. Aujourd'hui, l'essentiel des importations européennes de volailles se fait dans le cadre de contingents à droits de douane réduits. Dans le secteur avicole, la saturation actuelle des contingents expliquerait ainsi au moins en partie la stabilité (voire le repli récent) des exportations brésiliennes vers l'Europe. Dans les conditions de prix de l'été 2012 et avec le niveau actuel des droits de douane, les exportations brésiliennes de viandes vers l'Union européenne ne sont compétitives que dans le cadre de ces contingents. Relancées depuis mai 2010, les négociations bilatérales entre l'Union Européenne et le Mercosur pourraient ainsi déboucher sur un accord à fort impact pour les filières viandes. En effet, les propositions des deux parties suggèrent la création de nouveaux contingents européens à droits de douane

réduits voire nuls au bénéfice des pays membres du Mercosur. Dans le cadre de ces négociations bilatérales, il n'est pas question jusqu' alors d'une baisse des droits de douane hors contingent, à l'inverse de ce qui est négocié à l'OMC.

Sur le marché intérieur, le niveau de consommation individuelle déjà très élevé (plus de 44 kg/personne) nous rend également prudents quant aux perspectives de croissance, d'autant que l'augmentation du niveau de vie devrait favoriser la consommation de viande bovine.

Au final la production brésilienne de poulet augmenterait de 3% en moyenne sur la période 2011-2016 pour atteindre près de 15 MT en 2016 (la Rabobank anticipe 15 MT en 2015).

I3S
International
Symposium
Salmonella and
Salmonellosis

2013
27 | 28 | 29 May
Saint-Malo
FRANCE

FIRST ANNOUNCEMENT

anses
INVS
INRA
INSTITUT PASTEUR
ISPAIA